

**CONFERENCE MARITIME REGIONALE
DE LA POLYNESIE FRANCAISE**

Intervention de Monsieur Edouard FRITCH
Président de la Polynésie française

Jeudi 28 janvier 2016
Punaauia – Tahiti

Monsieur le Haut-Commissaire,

Monsieur le Secrétaire général de la Mer,

Monsieur le Contre-Amiral, commandant la zone maritime de la
Polynésie française,

Messieurs et Mesdames les ministres,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les directeurs et chefs de service,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

C'est un honneur et un plaisir pour moi que d'ouvrir par ces quelques propos introductifs la conférence maritime régionale de la Polynésie française, qui tous les deux ans nous donne l'occasion de discuter et de réfléchir ensemble aux enjeux et aux défis que pose notre vaste environnement marin.

Comme j'ai eu l'occasion de l'affirmer à Paris lors de la COP 21, la Polynésie française est la définition même du territoire maritime. Elle est constituée à 99,9 % de mer sur un territoire aussi vaste que l'Europe. Son espace maritime représente à lui seul près de la moitié de la zone économique exclusive française, faisant de la France la deuxième puissance maritime au monde.

Cette caractéristique fait de nous « un grand territoire océanique », expression beaucoup plus parlante et plus juste, que celle généralement utilisé de « petit territoire insulaire ». C'est d'ailleurs la terminologie que nous avons décidé de retenir, avec nos amis du Groupe des Leaders Polynésiens, dans la Déclaration de Taputapuata sur le changement climatique que nous avons adoptée le 16 juillet dernier et portée à la COP 21 à Paris en décembre.

De fait, la mer et ses ressources commandent l'avenir du développement durable de notre pays et constituent des enjeux éminemment économiques et politiques. Je ne vais pas détailler ici tous ces enjeux mais vous en mentionner les principaux, avant de laisser la parole aux différents ministres qui seront amenés à s'exprimer devant vous.

oOo

Le premier a trait à la **protection** des intérêts humains, écologiques et économiques de notre espace maritime, et plus généralement de l'océan qui nous entoure. Comme rappelé dans la Déclaration de Taputapuatea adoptée par le Groupe des Leaders polynésiens, l'océan Pacifique revêt une importance vitale « pour la subsistance et pour le développement économique durable des peuples d'Océanie, à travers ses services d'approvisionnement, de protection de la biodiversité marine et de régulation du climat ».

Dans ce domaine, nous n'avons pas à rougir de nos actions et de notre bilan.

Dès 2002, nous sommes officiellement devenus le plus grand sanctuaire au monde pour les mammifères marins. Les eaux de la Polynésie française en accueillent plus d'une vingtaine d'espèces, où celles-ci peuvent évoluer en toute liberté, préservées et protégées. Par ailleurs, depuis 2012, toutes les espèces de requins sont protégées dans nos eaux. Il s'agit d'une décision d'une importance capitale lorsqu'on sait que, chaque année, 73 millions de requins sont tués, principalement pour le commerce de leurs ailerons.

Les efforts que nous faisons pour protéger ces trésors de biodiversité sont reconnus mondialement et, pour certains, font l'objet de labels à l'instar de celui de l'UNESCO pour la réserve de biosphère de Fakarava.

Nos espaces maritimes font partie du patrimoine de l'humanité et nous avons le devoir de conscience de les protéger, et ce, à toutes les échelles et dans une démarche intégrée la plus participative possible.

Parce que nous agissons véritablement pour nos enfants, nous avons décidé de les intégrer aux décisions inhérentes à la protection de nos océans. C'est ainsi que les Marquisiens ont créé les six premières aires marines éducatives au monde. Une « aire marine éducative » est une zone maritime littorale gérée par les élèves d'une école. Je suis particulièrement fier et honoré d'avoir signé avec la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Madame Ségolène Royal, en marge de la COP 21 le 2 décembre dernier à Paris, un accord de partenariat visant à valoriser et à étendre en France métropolitaine ce concept né en Polynésie française. Je tiens ici à saluer l'accompagnement des divers partenaires locaux et nationaux, dont l'agence des aires marines protégées.

D'autres projets de très grandes aires marines protégées sont également à l'étude et le ministre en charge de l'environnement, M. Heremoana Maamaatuaiahutapu aura l'occasion de vous en entretenir plus longuement plus tard dans la journée.

oOo

Le deuxième enjeu qui me paraît crucial est celui de l'**exploitation durable** et raisonnée de nos ressources marines, qu'elles soient biologiques ou non biologiques. Ce type d'exploitation requiert cependant une bonne connaissance de la ressource et des moyens de contrôle et de répression dissuasifs.

En matière de pêche, la Polynésie française est l'un des premiers pays du Pacifique à avoir renoncé à vendre des licences de pêche à des flottes étrangères pour l'exploitation de sa ZEE. Aujourd'hui, la pêche dans notre ZEE est exclusivement réservée aux pêcheurs polynésiens. Par ailleurs, dans un souci de préserver la ressource, la pêche à la senne a également été interdite.

Alors qu'à l'échelle du Pacifique l'effort de pêche ne cesse d'augmenter et que les stocks de thonidés sont pour certains déjà surexploités, comme pour le thon obèse, nos eaux sont encore préservées et nous suscitons la convoitise de plus en plus grande d'armements étrangers qui concentrent leurs flottes aux limites de notre ZEE. Nos prélèvements sur la ressource sont modestes - 6 300 tonnes par an, soit 0,18% des prises dans le Pacifique - et nous disposons encore d'une marge de progression acceptable jusqu'à 13 000 tonnes. Nous disposons également de marges de progression importantes dans le domaine de l'aquaculture, d'où l'intérêt d'un conglomérat industriel comme Tahiti Nui Ocean Food (TNOF) à Hao.

Nous entendons poursuivre le développement de ces filières dans le sens d'une exploitation durable et raisonnée, sans mettre en danger la ressource.

Telle est également la philosophie du projet de loi de pays sur la perliculture sur lequel nous travaillons et qui visera à passer d'une logique de production mal maîtrisée à celle d'une production organisée et de qualité.

Mais l'objectif d'une exploitation durable de nos ressources passe aussi par une meilleure connaissance des potentiels existants. De nombreuses études et recherches scientifiques ont déjà eu lieu par le passé, comme le programme ZEPOLYF d'inventaire des ressources potentielles biologiques et minérales de la ZEE polynésienne.

Je voudrais ici saluer la prochaine remise du rapport final de l'expertise collégiale internationale sur les ressources minérales profondes en Polynésie française, conduite sous l'égide de l'IRD et co-financée par le premier contrat de projets Etat-Pays, qui nous donnera un état des lieux des ressources connues et une feuille de route pour une éventuelle exploitation à moyen et long terme.

J'attire d'ores et déjà votre attention sur le fait que les Polynésiens souhaitent garder la maîtrise de l'exploitation de ces ressources et qu'un projet de modification statutaire sera proposé en ce sens. Il va de soi que cela doit également s'accompagner de la production d'un code minier polynésien modernisé et adapté. Je ne vais pas détailler ici tous les enjeux liés à l'exploitation de nos ressources marines et sous-marines, qui feront l'objet cet après-midi d'un exposé détaillé par le ministre en charge de l'économie bleue, M. Teva Rohfritsch.

Mais je veux ici souligner l'importance de maintenir les moyens d'intervention adéquats et nécessaires pour garantir la préservation de nos intérêts communs, qu'il s'agisse de la connaissance de nos ressources marines, de la surveillance de notre espace maritime ou de la lutte contre les trafics et les activités de pêche illicites.

Le pillage des ressources océaniques est une réalité contre laquelle nous devons tous nous mobiliser. Mais cet impératif a un coût que nos seules communautés océaniques ne peuvent supporter. C'est pourquoi, dans le respect des compétences de chacun, nous comptons sur le maintien des moyens d'intervention de l'Etat en mer pour assurer la défense de nos intérêts et la préservation de nos ressources.

oOo

Enfin, il y a un dernier enjeu sur lequel je voudrais insister et qui fera l'objet d'une intervention ciblée du ministre en charge des transports intérieurs, M. Albert Solia. Il s'agit de la **problématique du transport maritime**.

La configuration de la Polynésie française, éclatée en 5 archipels composés de 118 îles sur une surface maritime de 5,5 millions de km² aussi vaste que l'Europe, est un défi permanent en termes de sécurité et de pérennité de nos dessertes interinsulaires.

L'enjeu est vital pour nos populations éloignées, qui pour certaines dépendent du seul transport maritime pour leurs déplacements et leur approvisionnement.

Aussi, je ne peux que me réjouir de l'adoption récente par le gouvernement, après plus de 10 ans d'atermoiements dus à l'instabilité gouvernementale, du schéma directeur 2015-2025 des déplacements durables interinsulaires de la Polynésie française, suivie du vote par l'assemblée de la Polynésie française de la loi du pays relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien.

Cela ne s'est pas fait sans mal mais nous disposons dorénavant d'une approche globale de la problématique du transport interinsulaire et des outils nécessaires pour en assurer la sécurité et la pérennité.

Il s'agit là d'une avancée majeure pour le développement durable et harmonieux de notre pays et de ses archipels.

oOo

En conclusion, je voudrais émettre un vœu, celui de la réactivation des travaux du Comité Polynésien de la Mer et du Littoral (CPML) mis en place en 2007 pour décliner au niveau local la dynamique impulsée par le Grenelle de la Mer en Métropole.

Je suis en effet convaincu que la réalisation de nos objectifs maritimes communs passe non seulement par des moyens humains, matériels ou financiers, mais encore par une gouvernance adaptée.

Un dialogue constant et institutionnalisé entre nos administrations me paraît indispensable, tant nos compétences respectives sont intimement imbriquées dans le domaine maritime.

Au niveau national, nous avons eu l'occasion de désigner tout récemment nos deux nouveaux représentants au Conseil national de la mer et des littoraux (CNML), avec comme membre titulaire le ministre en charge de l'économie bleue et comme suppléant le ministre en charge de l'environnement. Au niveau local, je souhaiterais que le Comité Polynésien de la Mer et du Littoral (CPML) soit réactivé dans une version sans doute simplifiée, tant dans sa composition que dans son fonctionnement.

Il devra à mon sens inclure le Cluster maritime de Polynésie française dont je salue le dynamisme depuis sa création en juin 2014.

La synergie de l'ensemble des acteurs du monde maritime est un atout pour le développement de notre fenua et je sais pouvoir compter sur votre engagement et votre enthousiasme à tous.

Je souhaite à la conférence maritime régionale de la Polynésie française de fructueux travaux et vous remercie de votre attention.